

HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE

URSS :
le changement sans alternance ?

Introduire l'URSS dans un débat sur l'alternance relève à première vue du goût du paradoxe. Le système politique soviétique tel qu'il s'est forgé au cours des années vingt repose sur le principe du centralisme démocratique qui postule l'existence d'un *centre*, le Parti communiste, parti unique. Sans doute ni Marx (1), ni même Lénine avant 1920, n'ont-ils affirmé la légitimité du parti unique, ni que le rôle dirigeant du Parti communiste soit un phénomène socialiste par excellence (2). Mais la pratique soviétique a ajouté à l'idéologie originelle une nouvelle dimension, celle du Parti communiste, guide de l'Etat socialiste et porteur unique des valeurs d'une société apaisée dont les conflits de classe sont absents. C'est aussi le fondement du « principe de légalité socialiste » qui est depuis 1956 l'élément central de la société soviétique contemporaine. Cependant, la plupart de ceux qui, au nom du marxisme, critiquent le système soviétique restent — du moins dans les pays socialistes — très prudents quant à l'introduction du pluripartisme (3), condition réelle de l'alternance.

Les solutions proposées varient en général de l'affaiblissement du rôle du parti à sa démocratisation. Telle est l'analyse de Roy Medvedev (4) qui souligne l'opposition existant en URSS entre un parti unique et monolithique et une société où des courants divers, politiques et sociaux, existent et se développent. A cela, Medvedev

(1) R. GARAUDY, *Pour un modèle français de socialisme*, pp. 118 sqq.

(2) *Printsip demokratitsheskogo tsentralizma v stroitel'stve i deiatel'nosté Kommunistitsheskoi partii*, Moscou, Politizdat, 1973. Cf. particulièrement pp. 56 sqq.

(3) Dans l'analyse de KURON et MODZELEWSKI, *A Revolutionary Socialist Manifest*, Pluto Press, SD, p. 63, pluralisme politique signifie que « la classe ouvrière doit s'organiser selon les lignes du multipartisme ».

(4) R. MEDVEDEV, *De la démocratie socialiste*, Paris, Grasset, 1972, pp. 130-139.

envisage deux réponses « saines ». Tout d'abord, l'acceptation d'un certain pluripartisme. Sous une véritable démocratie socialiste, ces divers mouvements, partis et groupes non marxistes, seront privés du soutien des masses et ne présentent aucun danger pour le sort de la société socialiste (5). Mais surtout, Medvedev prône une évolution démocratique du Parti communiste, s'ouvrant à tous les courants et tendances qui existent dans la société ; ouverture qui justifierait le rôle central et unificateur du parti. La réflexion marxiste novatrice en URSS débouche ainsi sur une identification entre démocratie socialiste et affaiblissement du rôle dirigeant du parti ou de son monolithisme. Mais la finalité de cette évolution n'est pas l'alternance ; c'est au contraire le maintien du système socialiste et de ceux qui l'incarnent.

L'ALTERNANCE DES OPTIONS ?

Si l'alternance dans son acception générale est impossible en URSS, une certaine alternance des tendances ou des options est incontestablement plausible. L'histoire récente est là pour l'attester. La disparition de Staline a ouvert la voie à la critique des excès staliniens. Elle a aussi ouvert la voie à des révisions d'importance dans les grandes options économiques. La discussion sur la nécessité d'affaiblir la classique priorité accordée au secteur A (industrie lourde) au profit du secteur B ; la tentative de financer un nouveau démarrage de l'agriculture soviétique par les bénéfices de l'industrie ; la régionalisation économique opérée à travers les *sovmarkhozes* contre le centralisme en honneur depuis 1929, autant d'options alternatives d'une importance considérable. On est accoutumé de lier les options aux hommes qui les ont soutenues, et de simplifier l'évolution politique de l'URSS en la réduisant à des directions alternées ou à la montée alternée de groupes rivaux hâtivement baptisés « conservateurs » et « novateurs », « durs » et « mous », *apparatchiks* et « technocrates ». Ainsi considérée, la vie politique soviétique se réduirait à : l'ère stalinienne monolithique, dure ; l'ère de Khrouchtchev, destalinisatrice, novatrice, décentralisatrice ; l'ère de la direction collégiale néo-conservatrice, dominée de nouveau par l'appareil (6). Une telle analyse ne tient pas compte de la complexité réelle de la société

(5) *Ibid.*, p. 139.

(6) Cf. pour illustrer ce type d'analyse Z. K. BRZEZINSKI, *The nature of the Soviet Union*, in *Ideology and Power in Soviet Politics*, New York, Prager, 1967, pp. 65-74.

soviétique et de ses organes dirigeants, ni de l'imbrication des tendances à chaque époque, sous chaque dirigeant (7).

Si nous laissons de côté le stalinisme, où pourtant le monolithisme n'a jamais été absolu, ainsi que l'a montré Merle Fainsod sur l'exemple de la région de Smolensk (8), l'époque de Khrouchtchev est riche d'enseignements à cet égard. En 1953 c'est Beria qui plaide pour une politique de légalité (9) ; en 1954, Malenkov s'engage dans la révision du Plan quinquennal dans le but d'y augmenter la part des biens de consommation tandis que les partisans du maintien de la primauté de l'industrie lourde sont conduits par Khrouchtchev. Après l'éviction de Malenkov, Khrouchtchev reprend un temps à son compte l'insistance sur les besoins du consommateur sans pour autant remettre explicitement en cause la primauté de l'industrie lourde. Ses attaques contre les « mangeurs d'acier » laissent prévoir le tournant de 1964 où, après avoir justifié tous les sacrifices pour un développement de l'industrie chimique et réduit le budget militaire (10), il affirme (11) qu'il n'y a plus d'opposition entre les secteurs A et B (12). Mais en dépit de ces proclamations tonitruantes, des initiatives multiples prises dans cette direction depuis 1956, Khrouchtchev a fait place dans ses grandes options à la préoccupation constante de l'URSS depuis 1928 : développement prioritaire de l'industrie lourde afin de « rattraper et dépasser les Etats-Unis ». Le XXII^e Congrès, tenu à l'époque où le pouvoir de Khrouchtchev est à son apogée, adopte pour le PCUS un programme où cet objectif est clairement énoncé. Les zigzags de Khrouchtchev se retrouvent dans son attitude à l'égard de la déstalinisation, ou encore dans le débat centralisme-développement de pouvoirs régionaux. Déstalinisateur vigoureux aux XX^e et XXII^e Congrès, Khrouchtchev entérine rapidement des reculs de la déstalinisation (13). Nombre de ses projets : chimisation de l'agriculture, réforme de l'entreprise, ont été repris par ses successeurs.

Peut-on dès lors opposer une période khrouchtchevienne d'innovation à une période brejnevienne de conservatisme ? Les lignes de

(7) Cette complexité a été nettement vue par A. G. MEYER, *Authority in Communist Political systems, in Leadership in Industrialized Societies*, New York, Wiley & Sons, 1967, pp. 84-107.

(8) M. FAINSOD, *Smolensk under Soviet rule*, Cambridge, Harvard Univ. Press, 1958, notamment pp. 85-107, 270-273.

(9) A. NOVE, *Stalinism and after*, Londres, Allen & Unwin, 1975, p. 122.

(10) Diminué de 600 millions de roubles pour l'année 1964.

(11) *Discours agricoles*, t. VIII, p. 273.

(12) *Pravda*, 15-2-1964.

(13) Cf. C. LINDEN, *Khrushchev and the soviet Political leadership 1957-1964*, Baltimore, John Hopkins Press, 1966, 273 p. Cf. aussi M. TATU, *Le pouvoir en URSS*, Paris, Grasset, 1967, pp. 130, 321 sqq.

clivage se situent à l'intérieur de chaque période, sur chaque problème, où un même dirigeant peut défendre selon les circonstances des thèses différentes. Par-delà les retours en arrière, les incohérences, certains changements se font jour depuis vingt ans dans le système politique soviétique. Ce sont ces changements qui méritent examen, car c'est dans leur permanence, plus que de l'émergence de personnages ou de groupes providentiels, que dépend en fin de compte une modification qualitative du système politique soviétique.

SYSTÈME IDÉOLOGIQUE OU SYSTÈME INSTRUMENTAL ?

Plus que le couple stalinisme-déstalinisation avec son corollaire restalinisation, qui n'éclaire que certains aspects — ceux qui sont liés à la terreur — du système politique soviétique, c'est la distinction opérée par Brzezinski et Huntington entre *Système politique idéologique* et *Système instrumental* qui rend compte de l'évolution de l'URSS (14). Dans le premier cas, le système politique est dominé par les professionnels de l'appareil du parti (et de l'Etat) ; ses valeurs, ses options fondamentales se confondent avec celles du parti, elles sont *idéologiques*. Un système *instrumental* tend au contraire à s'assurer la participation de l'élite spécialisée dans le système politique et notamment dans le processus décisionnel. Cette participation peut revêtir diverses formes. Elle peut passer par la spécialisation technique croissante d'une partie de l'appareil politique, par l'intégration de l'élite spécialisée dans cet appareil, par l'association momentanée de groupes spécialisés à la décision ponctuelle. Dans tous les cas, une telle orientation suppose qu'un système qui a été idéologique ressente la nécessité de s'adapter à des besoins nouveaux et définisse les moyens d'y parvenir.

L'étude des organes dirigeants du parti et de l'Etat montre à cet égard un net changement entre l'époque stalinienne et l'après-stalinisme. La montée des spécialistes dans tous les organes ressort des statistiques. Sans doute le système de *nomenklatura* qui préside à la désignation des titulaires de postes administratifs variés met-elle toujours l'ouverture des organes dirigeants à la discrétion du parti (15). Des études approfondies sur l'appareil politique sovié-

(14) Z. BRZEZINSKI, S. HUNTINGTON, *Political Power : USA/USSR*, New York, Viking Press, pp. 72 sqq.

(15) Sur le problème de la *nomenklatura*, les données précises restent rares. FAINSOD, *op. cit.*, pp. 73-74, 99-100, a montré comment le système fonctionnait à l'échelle régionale. Le problème a été discuté de manière stimulante par G. IONESCU,

tique montrent à la fois combien il s'est transformé par l'entrée de ces non-politiciens (16) et quels problèmes se posent. Ainsi que le souligne F. J. Fleron, les problèmes sont d'autant plus grands que l'appareil a choisi de s'ouvrir par *cooptation* (en accueillant des spécialistes confirmés dont le sentiment d'appartenance à leur milieu intellectuel et professionnel est une donnée durable) plutôt que par *recrutement* dans les échelons inférieurs de personnels poursuivant par ailleurs une formation spécialisée, mais qui dès l'origine se définissent d'abord comme *politiques*. A travers les premiers, c'est tout un groupe qui accède aux sphères dirigeantes du parti, tandis que les seconds ne font qu'accroître la compétence du parti dans un domaine donné. L'extension de la classe dirigeante soviétique par cooptation de spécialistes conduira vraisemblablement à une mise en question des principes d'organisation politique de l'URSS, c'est-à-dire de l'autorité ultime et hiérarchique du parti, par une élite technique qui invoquera le savoir et la technicité contre la hiérarchie idéologique.

L'histoire de l'URSS depuis vingt ans témoigne de l'émergence de tels conflits. Trois facteurs interviennent ici : le choix de la politique d'élargissement, le niveau géographico-administratif considéré, l'accès des divers groupes à la sphère de décision. Sur le premier point, seules des enquêtes poussées sur la biographie des cadres soviétiques peuvent fournir — au-delà des hypothèses actuelles —, des indications précises sur les choix du parti dans sa politique de « spécialisation » dont il a constamment affirmé la nécessité au cours des dernières années. Le second point éclaire la complexité du problème. De nombreux travaux on peut en effet déduire que, au niveau central, il y a en URSS un débat, voire un conflit, sur le degré d'intégration des élites spécialisées à la vie politique ; l'appareil du parti pesant, au centre, en faveur d'un maintien rigoureux de son monopole décisionnel. Ce débat est en revanche dépassé au niveau local ou régional, voire républicain, et une coopération s'y est progressivement établie entre l'appareil et l'élite spécialisée. Les cadres politiques locaux semblent moins soucieux de préserver le monopole du parti que leurs homologues centraux.

The politics of the European Communist States, New York, Prager, 1967 et J. I. HOUGH, *The technical Elite vs the party. A first-hand report*, *Problems of Communism*, sept.-oct. 1959, 8 (5), pp. 56 sqq., enfin un ouvrage soviétique relativement récent donne des indications précieuses même si elles sont confinées à la région de Leningrad : B. D. LEBIN, M. N. PERFILEV, *Kadry upravleniia v SSSR*, Leningrad, 1970, spécialement p. 157.

(16) F. J. FLERON Jr, *Representation of Career types in Soviet political leadership*, in *Political leadership in Eastern Europe and the Soviet Union*, Chicago, Aldine Pub. Co., 1970, pp. 108-139.

GROUPES D'INFLUENCES ET DÉCISION

Troisième élément, l'accès des divers groupes d'influences actuellement recensés dans la société soviétique à la sphère de décision (17). Ces divers groupes composés essentiellement des membres de l'appareil du parti (et de l'Etat), des militaires, des membres des services de sécurité, des dirigeants de l'économie, des juristes, des économistes, des écrivains représentent selon les estimations, de 15 millions (18) à un petit peu plus de deux millions de personnes (19). Tous ont en commun d'apparaître désormais comme des groupes qui s'expriment et expriment des positions différentes. Ces groupes ont aussi en commun qu'ils ne sont que rarement organisés en tant que groupes, et lorsqu'ils le sont leurs représentants ne sont souvent pas représentatifs de leur communauté.

Tracer une ligne de clivage entre les intérêts et les attitudes de ces groupes est souvent malaisé. Ainsi de l'appareil du parti. Il est clair qu'il est, par définition, enclin à conserver le système dans son entier. Mais en même temps il cherche à le rendre plus efficace et rationnel afin d'asseoir la stabilité du système sur un consensus social étendu. Par là, il rejoint la préoccupation d'autres groupes tel celui des économistes et d'une fraction des dirigeants industriels (20). On constate, à regarder les groupes existant en URSS, leur cohésion sans doute, mais aussi leur hétérogénéité. Les lignes de division et de regroupements possibles dépassent de loin la division simple entre conservateurs et libéraux et suggèrent que les changements de positions, les alliances inattendues sont possibles partout et à tout moment. La question qui se pose ici est celle des moyens dont dispose un groupe acharné à promouvoir des changements, d'accéder à la sphère décisionnelle, de peser sur ses décisions. La présence de membres de ce groupe au sommet, c'est-à-dire au *Politburo*, est-elle

(17) G. SKILLING, F. GRIFFITH, *Interest groups in Soviet Politics*, Princeton Univ. Press, 1971, 433 p. Voir aussi Ts. A. STEPANIAN, V. S. SEMENOV, *Klassy, Sotsialnye Sloi i gruppy v SSSR*, Moscou, 1968, 162 p. M. LODGE, « Groupism » in the post-Stalin period, *Midwest Journal of Political Science*, 3 août 1968, XII, pp. 330-351, et dans K. LONDON édité., *The Soviet Union, a half century of Communism*, Baltimore, 1968, les textes de G. SKILLING et B. MEISSNER.

(18) STEPANIAN et SEMENOV, *op. cit.*, p. 135.

(19) MEISSNER in LONDON, *op. cit.*, p. 162.

(20) H. CHAMBRE, *L'évolution du marxisme soviétique*, Paris, Le Seuil, 1974, pp. 452-456. H. Chambre étudie de même l'effort de rationalisation juridique qui répond au même besoin de tenir compte de l'évolution de la société et de ses exigences.

un surcritère de son poids politique ? Le KGB a été très longtemps absent du *Politburo* ; l'armée aussi. Lorsque le maréchal Joukov entre au *Politburo*, la remise au pas d'une armée qui a arbitré les conflits successoraux post-staliniens est déjà en cours, et la chute de Joukov s'annonce. Inversement, l'*Intelligentzia* contestataire qui ne dispose pas d'appuis apparents au *Politburo* a largement contribué à lui arracher des décisions. Décisions ponctuelles sans doute et non changements fondamentaux. Mais si les appels réitérés de l'académicien Sakharov à l'opinion mondiale se poursuivent, ne viendra-t-il pas un moment où une accumulation de concessions ponctuelles donneront aux décisions du pouvoir une *qualité* nouvelle, où un seuil sera franchi dans ce dialogue étrange entre un pouvoir tout-puissant et une poignée d'intellectuels sans pouvoir et sans défense qui le contraint à de perpétuelles capitulations ? Les règles du jeu politique en URSS ont depuis longtemps été brouillées. Deux points restent clairs : le pouvoir peut écouter toutes les propositions sauf celles qui conduisent à un changement radical du système tout entier, donc à son éviction. En même temps, le besoin de changements s'exprime confusément dans toute la société. A défaut d'alternance chaque groupe ou sous-groupe conscients de cette aspiration peut proposer une alternative.